

Le Conseil International d'Amnesty International prend parti pour la "décriminalisation du travail du sexe" : réactions, analyses, plaidoyers

jeudi 13 août 2015

Sommaire de cet article

- [Communiqué d'Amnesty International France, 11 août 2015 : Le Conseil International d'Amnesty \(...\)](#)
- [Plaidoyer international contre la décision des instances internationales d'Amnesty](#)

Communiqué d'Amnesty International France, 11 août 2015 : Le Conseil International d'Amnesty International prend une décision sur la prostitution

Le Conseil International d'Amnesty International (AI), réuni à Dublin, vient de prendre une décision afin d'élaborer une politique en faveur de la dépénalisation de la prostitution, après 2 années de recherche, de consultations auprès de nombreux acteurs, et de débats au sein du mouvement.

Faire respecter les droits humains des personnes en situation de prostitution est une nécessité et une urgence pour notre mouvement, ces personnes étant particulièrement vulnérables et discriminées partout dans le monde. La question centrale : comment les défendre au mieux.

Cette décision concerne les personnes de plus de 18 ans en situation de prostitution par choix librement consenti sans coercition, et elle est complémentaire des politiques déjà adoptées par Amnesty International concernant la traite des êtres humains, la violence contre les femmes et l'exploitation sexuelle des enfants.

Amnesty International met l'accent, parmi d'autres mesures, sur la dépénalisation de l'ensemble des acteurs de la prostitution et a adopté les termes de « travail du sexe » et « travailleurs du sexe ».

Un choix sur lequel Amnesty International France (AIF) avait exprimé de fortes réserves. Après avoir consulté ses membres, et rencontré de nombreuses associations et personnalités travaillant sur ces questions, l'Assemblée Générale d'Amnesty International France avait adopté en 2014 une décision en défaveur de la proposition.

Certes, la section française partage pleinement la conviction qu'il est nécessaire de décriminaliser les personnes en situation de prostitution, mais conserve de nombreuses interrogations sur l'efficacité et l'impact potentiel d'autres dimensions de la politique adoptée aujourd'hui, notamment la notion de « libre choix », et la pertinence de dépénaliser l'ensemble des acteurs du secteur.

Après 5 jours de Conseil international marqués par d'intenses débats, lors du vote final c'est pourtant la position qui a été adoptée par une large majorité des délégués, et c'est sur cette base qu'une politique sera finalisée par le Bureau International.

Compte tenu des débats internes au sein d'AIF et du fait qu'Amnesty International laisse à chaque section le choix de ne pas travailler activement sur la question, Amnesty International France ne prendra pas part dans les débats sur la prostitution en France.

Source :

<http://www.amnesty.fr/Informez-vous/Les-actus/Le-Conseil-International-Amnesty-International-prend-une-decision-sur-la-prostitution-15819>

Plaidoyer international contre la décision des instances internationales d'Amnesty

(Ce plaidoyer a été publié alors qu'Amnesty préparait sa décision, et en vue de l'y faire renoncer)

Communiqué de presse international, 11 août 2015

Cher.e.s délégué.e.s d'Amnesty International à Dublin, N'abandonnez pas les femmes les plus vulnérables, N'offrez pas une impunité complète aux proxénètes et acheteurs de sexe !

En votant « oui » à la politique dite de « décriminalisation du travail du sexe », Amnesty international se couperait des mouvements de lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, des associations de survivantes de la prostitution, de femmes migrantes, de femmes autochtones, des minorités et des associations de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite des êtres humains.

Le Conseil international d'Amnesty est invité à voter une politique sur le "travail du sexe". Cette politique recommanderait aux Etats de supprimer toute forme de répression contre le proxénétisme et l'achat d'un acte sexuel. Nos associations sont les premières à militer pour la dépénalisation des personnes prostituées, mais elles rejettent fermement toute tentative de dépénalisation de l'exploitation.

Nous, survivantes de la prostitution, mouvements locaux et internationaux de protection des droits des femmes, associations de terrain venant en aide aux personnes prostituées, réseaux de femmes migrantes et de femmes autochtones, vous prions de rejeter cette politique qui reviendrait à :

- promouvoir l'impunité de ceux, proxénètes et acheteurs de sexe, qui exploitent financièrement et sexuellement les femmes
- faire augmenter la traite des êtres humains comme c'est le cas dans les pays qui ont « décriminalisé le travail du sexe (Allemagne et Pays-Bas)
- légitimer cette tradition patriarcale, raciste et classiste qu'est la mise à disposition du corps des femmes au profit des hommes
- porter gravement atteinte aux efforts de lutte contre toutes les formes de violence sexuelle, et notamment le viol, le harcèlement sexuel, les mutilations génitales féminines, le mariage forcé ;
- isoler Amnesty international de toutes les associations de lutte contre les violences sexuelles et sexistes à l'échelle locale et internationale

Ces dernières semaines, de très nombreuses lettres et pétitions exprimant une vive inquiétude quant à la proposition d'Amnesty International de décriminaliser l'exploitation sexuelle ont rassemblé plus de 10 000 signatures, issues d'organisations internationales, d'anciens chefs D'Etat, de militant.e.s des droits des femmes et droits humains et d'individus préoccupés.

Les organisations ci-dessous signataires de cette lettre prient Amnesty international de rejeter cette proposition de politique.

Survivors of prostitution abuse

Cherrie Jimenez, SPACE international, USA - Rachel Moran, SPACE international, Ireland - Vednita Carter, SPACE international, USA - Bridget Perrier, SPACE international, Canada - Fiona Broadfoot, SPACE international, UK - Tanja Rahm, SPACE international, Denmark - Rosen Hicher, SPACE international, France - Autumn Burris, SPACE international, USA - Jeannette Westbrook, SPACE international, USA - Laurence Noëlle, SPACE international, France - Marie Merklinger, SPACE international, Germany - Marian Hatcher, SPACE international, USA

Women's rights and gender equality movements

Coalition Against Trafficking in Women (CATW) – Equality Now – European Women’s Lobby (2000 NGO members in Europe) – Osez le Féminisme ! – UK Feminista – FEMEN – Resistenza Femminista, Italy – Conseil national des Droits des Femmes (France)

Migrant women and indigenous groups

Immigrant Council of Ireland (ICI) – Indigenous Women Against Sex Industry – Association des Femmes Autochtones du Canada – Groupe pour l’Abolition des Mutilations Sexuelles, des Mariages Forcés et autres pratiques traditionnelles néfastes à la santé des femmes et des enfants (GAMS)

Anti-Trafficking organisations

Coalition for the Abolition of Prostitution (CAP international) – Demand Abolition (USA) – Abolition 2012 (60 NGOs in France), Apne Aap (India), KAFA (Lebanon), Prostitution Research & Education (USA), Embrace Dignity (South Africa), Minnesota Indian Women’s Sexual Assault Coalition (USA), Chicago Alliance Against Sexual Exploitation (USA), Eaves (UK), Women’s Support Project (UK), Mouvement du Nid (France), Amicale du Nid (France), Solwodi (Germany), Fondation Scelles (France), Sexual Violence Centre Cork (Ireland)

Human rights and social justice groups

- Martin Luther King Jr. Center, The Carter Center, Covenant House

- 10 000 people and world leaders like President Jimmy Carter, Swedish MFA Margot Wallstrom, The Martin Luther King Jr Center have also called on Amnesty to reject this policy.

- Women’s rights movements and anti-trafficking NGOs – 6000 signatures :

[Vote NO to Decriminalizing Pimps, Brothel Owners, and Buyers of Sex](#)

- Petition by Survivors of prostitution – 4000 signatures :

[Listen to Survivors : Reject the Proposal to Decriminalize All Aspects of Prostitution](#)

- Petition by 201 scholars and researchers from 19 countries :

<http://prostitutionresearch.com>

- The Martin Luther King, Jr. Center

[The King Center and The National Hispanic Christian Leadership Conference Stand Against the Decriminalization of Prostitution](#)

- Call by Nobel Peace Prize and former President of the USA Jimmy Carter :

[President Carter speaks out on commercial sexual exploitation](#)

- *Libération* – FEMEN, Taslima Nasreen, Lidia Falcon, Gérard Biard (Charlie Hebdo) :

[Contre le choix pro-prostitution d’Amnesty International](#)

- The Guardian – Jessica Neuwirth, founder of Equality Now :

[Amnesty International says prostitution is a human right – but it’s wrong](#)

- Twitter - Margot Wallström, Minister for Foreign Affairs of Sweden :

[Can’t believe Amnesty will endorse legalising commercial sexual exploitation ?](#)

- European Women’s Lobby :

[Protect the human rights of ALL women and girls to build a society based on equality, justice and respect](#)

- *The New York Times* :

[Amnesty International Considers Pushing for Decriminalization of Prostitution](#)

- *The Guardian* – CATW, Meryl Streep, Kate Winslet, Emma Thompson and Lena Dunham :

[Actors call on Amnesty to reject plans backing decriminalisation of sex trade](#)

- International Business Time - Inna Shevchenko, leader of FEMEN :

[Legalising the sex trade will only make pimps and criminals richer](#)

- *Huffington Post* - Kevin M Ryan, President and CEO, Covenant House :

[Amnesty International : Please Protect the Most Vulnerable in Your Trafficking Debate](#)

Autres plaidoyers et listes de pétitionnaires

-

<https://www.change.org/p/amnesty-international-vote-no-to-decriminalizing-pimps-brothel-owners-and-buyers-of-sex>

- <http://catwinternational.org/Content/Images/Article/617/attachment.pdf>

Articles et réactions

- [Résolution adoptée par Amnesty International \(en anglais\)](#) ; [Arguments d'AI \(en anglais\)](#)

- [Communiqué d'Amnesty France](#)

- [Osez le féminisme](#)

- [Muriel Salmona, association Mémoire Traumatique et Victimologie](#)

- [Le point de vue de Moira Sauvage, écrivaine et ancienne responsable de la commission Femmes d'Amnesty France](#)
